

Discours de Madame Hélène Conway-Mouret, ministre déléguée
chargée des Français de l'étranger devant la communauté française
Lisbonne le 22 novembre 2012

Monsieur l'Ambassadeur,

Messieurs les élus

Mesdames et Messieurs, mes chers compatriotes,

Venir au Portugal ce n'est jamais anodin. Je ne puis revenir à Lisbonne sans penser à Paul Morand, ce diplomate pour lequel la plume se confond avec la langue et qui fait dire à l'un de ses personnages : « *A dix-sept ans, j'ouvris la fenêtre, l'air du large entra, celui de Lisbonne. Soudain c'était vivre. Et vivre ici, ce n'est qu'une longue, une très longue jeunesse* » !

En effet, ici à Lisbonne, immédiatement, c'est un sentiment de connivence, une familiarité amicale qui s'installe. Notre relation bilatérale, nourrie par l'héritage de nos histoires communes et le maillage de nos deux peuples, est dense. Il suffit pour s'en convaincre de voir la place de la francophonie, bien vivante dans tout le pays, comme les liens humains, les mouvements de retour et de va-et-vient qu'ils génèrent et qui tissent entre nos deux pays des liens profonds et durables. Je songe en cet instant aux premières bourses portugaises données ... au 13^{ème} siècle par le roi Sancho Ier pour des recherches à l'étranger c'est-à-dire .. *in partibus Gallia*, en Gaule ! Je pense aussi au Marquis de Fronteras, au Duc de Palmela qui

savaient par cœur les pièces de Racine ou de Molière et qui lisaient Condorcet ou Montesquieu.

La communauté française au Portugal, constituée pour plus de moitié de doubles nationaux, en porte la marque. Le fait que le Portugal soit le cinquième pays de destination des touristes français illustre aussi, d'une autre manière, ce qui unit Français et Portugais.

C'est dire la proximité des Etats, des peuples. C'est une richesse pour l'Europe ; ce doit être un atout pour la relation bilatérale, en particulier dans les moments compliqués que nous connaissons.

Le Gouvernement auquel j'appartiens a une mission, celle du redressement économique de notre pays. C'est à cette tâche impérieuse que nous nous sommes attelés, sans relâche depuis six mois.

Nous avons du prendre des mesures urgentes et volontaires. D'ores et déjà, le déficit public sera réduit en 2012 à 4,5 % ; alors que si rien n'avait été fait nous serions à plus de 5 %. Le travail sera poursuivi et l'objectif de 3 % fixé pour 2013 sera tenu. L'effort engagé est considérable et sans précédent. Il s'inscrit dans une méthode claire : le retour de la croissance et la réduction du chômage. Cela passe par le désendettement de notre pays, un dialogue social apaisé et fructueux, le redressement de notre compétitivité.

Mais notre pays n'est pas seul dans cette voie.

Notre action s'inscrit dans le cadre de l'Europe. Ici, au Portugal, vous savez mieux que quiconque les difficultés que la nécessité de la stabilisation, puis du redressement, entraînent pour les peuples. J'entends les souffrances des familles, des travailleurs, des retraités, des chômeurs... qui ont manifesté la semaine dernière à quelques rues de l'endroit où nous sommes réunis ce soir.

Et dans cette épreuve, la solidarité ne peut être une notion creuse : la France est aux côtés du Portugal, aux côtés de la Grèce, aux côtés de l'Espagne, comme elle était aux côtés de l'Irlande hier. Et pour avoir vécu trente ans dans ce dernier pays, je puis vous dire l'importance, intime, affective, que cette solidarité représente.

Au-delà des divergences partisans, nous devons :

- œuvrer main dans la main pour la défense de notre monnaie commune,
- et nous assurer que l'on ménage les hommes sans perdre de vue les impératifs du retour à la croissance.

En effet, la croissance est au cœur des politiques européennes. Avec le Pacte pour la croissance et l'emploi voulu par le Président François Hollande, on offre aux peuples un autre horizon que celui de l'austérité et du chômage. C'est avec cette préoccupation que le gouvernement aborde la négociation du prochain cadre financier pluriannuel.

Le sort du Portugal importe à la France : le succès de cet Etat membre de l'UE et de la zone euro sera aussi le nôtre. Notre responsabilité est donc grande et les défis immenses, nous en sommes conscients. Mais, au-delà de l'urgence dans laquelle nous sommes plongés, nous savons aussi regarder vers l'avenir, préparer l'Europe que nous voulons, celle que nous léguons à nos enfants. Elle sera davantage intégrée, solidaires, démocratique. Dans ce pays de grands navigateurs, vous savez ce qu'est un cap. Le notre sera tenu, soyez en certains.

Au cours des entretiens que j'ai pu avoir aujourd'hui, ceux que j'aurai demain, j'ai perçu des interlocuteurs imprégnés de leurs responsabilités politiques dans cette période particulière. Les profondes transformations en cours offrent d'ailleurs des perspectives prometteuses.

Les investissements français ont été substantiels au Portugal ces dernières années. Je sais que les entreprises françaises, dont j'ai rencontré certains des responsables aujourd'hui, veulent consolider et renforcer leurs positions dans une optique d'une plus grande internationalisation. Il s'agit de s'appuyer sur le Portugal pour conquérir ensemble de nouveaux marchés, en particulier dans les pays lusophones d'Afrique.

La conférence sur l'investissement français au Portugal qui a eu lieu avant-hier a montré que les entreprises françaises au Portugal étaient nombreuses, efficaces et compétitives.

Citoyens français résidents à l'étranger, vous êtes les porte-paroles de notre pays, de sa culture, de notre vision du monde. Aux avant-postes de la mondialisation, vous êtes une véritable richesse pour la France. Au quotidien, vous participez de notre influence et de notre rayonnement. Avec le Président de la République et le Ministre Laurent Fabius nous souhaitons mieux vous accompagner, mieux connaître vos besoins et vos spécificités, donner une attention particulière à votre vie quotidienne.

Nous avons désormais, et je m'en félicite, une représentation parlementaire complète. Douze sénateurs représentant les Français établis hors de France siègent au Sénat et onze députés ont été élus, pour la première fois, en juin dernier. *Je suis particulièrement heureuse d'ailleurs de saluer ici Arnaud Leroy, votre député.* L'expression de la démocratie est en effet une exigence que la République – la Res Publica, la chose publique - se doit de rendre effective pour chaque citoyen, qu'il demeure en France ou ailleurs dans le monde.

L'architecture de la représentation de notre communauté expatriée a donc été profondément modifiée. Partant de ce constat, j'ai engagé une réflexion globale sur la représentation des Français à l'étranger, et plus particulièrement sur le fonctionnement de l'Assemblée des Français de l'Etranger dont je salue le conseiller.

Il me semble important que nous nous concentrions désormais sur l'échelon local. Plusieurs objectifs portent ma réflexion : rapprocher les élus des communautés françaises, repenser leurs missions, améliorer leur

représentativité. Bref, en un mot : renforcer la démocratie locale. La proximité est une exigence de citoyenneté pour nos compatriotes même lorsqu'ils résident à l'étranger.

Le Premier Ministre, dans un récent discours, rappelait les atouts de la France, les nombreuses richesses de notre économie, de notre tissu scientifique et industriel, de nos entreprises... Nous devons nous appuyer sur eux pour relever les défis qui sont opposés. L'un de nos atouts principaux, c'est notre langue, particulièrement ici, au Portugal. C'est aussi notre réseau d'enseignement français à l'étranger.

Le lycée Charles Lepierre vient de fêter avec succès son 60ème anniversaire. C'est un établissement de référence et d'excellence. Je l'ai visité ce matin. Nous avons eu une réunion de travail importante. Je salue l'engagement des associations dans la vie scolaire. La relance de l'association des anciens élèves, notamment, permettra au lycée de s'appuyer sur un réseau riche de plus de 10.000 anciens élèves. Je remercie toute la communauté scolaire pour le travail accompli et les projets en cours. Nous le savons tous, les marges de manœuvre sont réduites ; c'est pourquoi il faut faire preuve d'imagination et mobiliser toutes les énergies et les ressources.

A Porto le lycée Marius Latour connaît une belle croissance, y compris sur le plan immobilier. Bien que plus jeune que celui de Lisbonne, il s'affirme déjà comme un établissement de référence.

Mais ce réseau a besoin d'être adapté rapidement aux besoins de nos communautés. C'est dans cet esprit que nous avons mis fin au dispositif de prise en charge des frais de scolarité des lycéens français, la fameuse PEC. Cette mesure, découplée de tous critères sociaux, était injuste et financièrement ingérable. Elle n'était d'ailleurs plus financée dès cette année.

Nous ne pouvons en effet différer la mise en place de la réforme qui réintroduit davantage d'équité dans l'attribution des bourses scolaires. Laurent Fabius et moi avons obtenu une augmentation substantielle du budget des aides à la scolarité, malgré un contexte difficile qui nous impose par ailleurs 10 milliards d'euros d'économie. C'est dire combien ce gouvernement confirme son engagement en faveur de nos communautés expatriées. Et je vous l'assure, le nouveau système des aides à la scolarité qui a été porté à concertation devant la Commission Nationale des Bourses répond aux impératifs de justice et d'équité sociale.

Ce pourrait être une conviction intime. C'est devenu une réalité politique. Le gouvernement attache une grande importance au renforcement des liens avec les Français de l'étranger.

Ce lien entre vous et la France passe par notre réseau consulaire. Il est l'un des plus denses au monde. Il doit être préservé tout en s'adaptant aux évolutions du monde. Afin de le préserver, il était légitime d'engager une réflexion sur sa modernisation. Un rapport me sera remis prochainement. A

cet égard, je souhaite rendre hommage à tous les personnels diplomatique et consulaire, dont je sais le dévouement et l'engagement ; à nos consuls honoraires également qui remplissent un rôle essentiel, en particulier dans les régions les plus éloignées de ce pays "archipélagique", à Madère et aux Açores.

Enfin, la vie des Français à l'étranger passe par leurs associations. Je salue celles du Portugal : Français du Monde-ADFE, UFE, Lisbonne Accueil, Association des Français du nord du Portugal. Je ne peux que les encourager à faire vivre la communauté française et à travailler ensemble.

Malgré les grandes difficultés du moment, les Français du Portugal ont un grand privilège, celui de vivre dans un pays magnifique où la mer comme le ciel vous offre la clef de l'évasion, dans un pays à la longue et riche histoire, au milieu d'un peuple accueillant et chaleureux. L'on peut avoir des souvenirs de pays, de villes comme l'on a des souvenirs d'amour. Le Portugal, Lisbonne le sont pour moi.

Je suis confiante : les qualités des Français et des Portugais sauront se combiner pour relever les défis présents et poursuivre une histoire commune commencée il y a plus de neuf siècles.

Vive le Portugal,

Vive la France,

Vive l'Europe